FICHE DE TELETRANSMISSION

Direction du Rayonnement Culturel

DECISION n°24-331 du 11/12/2024 SQY- CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES POUR LA COMM@NDERIE- MODIFICATION

Délibérations du conseil Communautaire en date du 11 juillet 2020 et du 29 juin 2023 déléguant au Président une partie de ses attributions Alinéa 7

DATE D'ACCUSE DE RECEPTION PREFECTURE DES YVELINES :

12 décembre 2024

Sauf mention contraire inscrite dans la mesure de publicité appropriée, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles qui peut être saisi de manière dématérialisée à partir du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes :

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale ou à défaut de réponse, deux mois après l'introduction du recours gracieux.

⁻ Date de sa réception en Préfecture ;

⁻ Date de sa publication et/ou de sa notification.

DECISION Nº 24-331 DU 11 decembre Dely

OBJET: SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES POUR LA COMM@NDERIE - MODIFICATION

Le Président,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5211.10,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015350-0009 du 16 décembre 2015 fixant le nombre et la répartition des sièges au sein du Conseil communautaire du nouvel EPCI de Saint-Quentin-en-Yvelines à compter du 1^{er} janvier 2016.

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015358-0007 du 11 janvier 2016 portant fusion de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la Communauté de Communes de l'Ouest Parisien étendue aux communes de Maurepas et Coignières.

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu la délibération n° 2020-71 du Conseil communautaire en date du 11 juillet 2020 déléguant au Président certaines de ses attributions, notamment la création, la modification ou la suppression des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services en application de l'article L.2122-22 alinéa 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision n°24-265 en date du 25 septembre 2024 instituant la régie de recettes à La Comm@nderie ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 27 novembre 2024 ;

Considérant l'ouverture de la Comm@nderie, tiers-lieu numérique de formation, de création et de recherche et d'accueil afin de connecter les citoyens, favoriser l'inclusion numérique et faciliter l'accès à la technologie pour tous ;

Considérant la nécessité de doter la Comm@nderie d'une régie de recettes pour la billetterie ;

Considérant la nécessité de modifier la régie de recettes afin d'ajouter des nouveaux modes de recouvrement ;

DECIDE

ARTICLE 1

Une régie de recettes est instituée auprès de la direction de la Comm@nderie de Saint-Quentin-en-Yvelines à compter du 1er octobre 2024.

ARTICLE 2

Cette régie est installée à la Commanderie des Templiers de la Villedieu sise route du Mesnil CD 78 990 Elancourt.

ARTICLE 3

La régie encaisse les produits suivants :

- Ateliers / Activités immersives
 - Espace Fab-Lab
 - Produits dérivés

ARTICLE 4

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques bancaires ou postaux
- Carte Bancaire
- Carte Bancaire via Internet
- Pass +
- Pass Culture
- Labaz

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un justificatif.

ARTICLE 5

Ces encaissements se feront à l'aide d'un logiciel de caisse ou d'un carnet à souches.

ARTICLE 6

Le Président autorise le régisseur à ouvrir un compte de Dépôt de Fonds Trésor au nom de la régie auprès de la DDFIP des Yvelines.

La collectivité supportera l'intégralité des frais liés au fonctionnement du compte de dépôt de fonds Trésor.

ARTICLE 7

L'intervention des mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 8

Un fonds de caisse d'un montant maximum de 100 € est mis à la disposition du régisseur.

ARTICLE 9

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 000 €.

ARTICLE 10

Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 11

Le régisseur est tenu de verser auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

ARTICLE 12

Le régisseur percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13

Le(s) mandataire(s) suppléant(s) percevra(ont) une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14

Le Président de Saint-Quentin-en-Yvelines et le comptable public assignataire de Saint-Quentin-en-Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

PUBLIE SUR LE SITE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

https://www.saint-quentin-en-yvelines.fr/fr

Pour Extrait Conforme, certifié par Monsieur le Président qui transmet à Monsieur le Préfet du Département des Yvelines, conformément à L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales.

President,

ean-Michel FORGOUS